

Une politique de relance et non une politique de rigueur ?

Au sortir d'une crise multifacette, ce qu'il fallait, réellement, au pouvoir " démocratisé " c'était de mettre en branle une politique de relance et non - dans un premier temps - un plan de rigueur. L'option la meilleure pour une situation comme la nôtre devait être le choix étudié d'un ensemble de mesures de la politique économique, consistant à tirer le meilleur profit de dépenses publiques supplémentaires et de réduction de certains impôts, et donc dégradant le solde public, dans le but de provoquer une " relance économique ", c'est-à-dire une augmentation de l'activité économique et une réduction du chômage lors des périodes de faible croissance ou de récession. La rigueur typiquement azizienne, qui date d'avant l'investissement du 18 juillet 2009, a ses vertus mais elle pouvait attendre que l'économie reprenne son souffle. Pouvait-on en effet exiger un meilleur rendement des secteurs d'exportation et serrer la vis avec le risque d'étouffement de toute l'activité économique ?

Dans le contexte de l'après 18 juillet, l'application de la théorie keynésienne selon laquelle un " gouvernement pourrait efficacement relancer l'économie par des dépenses publiques supplémentaires " tient sa justification du fait que, six mois avant le renversement du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallah, le pays tournait au ralenti. Il est vrai cependant que l'option de la politique de relance, très controversée du reste, à cause de ses effets négatifs dans les pays développés au cours des années 70 (stagflation), et dans les pays en voie de développement (éléphants blancs) ne s'offrait pas comme " premier choix " à un pouvoir qui voulait produire de l'effet tout de suite. L'option indiquée était celle d'un plan de rigueur qui permet au président Ould Abdel Aziz de faire passer le message suivant : les dégâts causés par la gabegie durant les exercices précédents étaient trop grands pour privilégier la relance sur le redressement.

Le plan de rigueur qui a été retenu par les responsables économiques du nouveau pouvoir s'appuie certes sur des données exactes liées aux avantages comparatifs de toute politique de rigueur par rapport au plan de relance mais il avait comme effet négatif de ralentir l'activité d'un secteur privé encore sous le choc. On n'avait surtout retenu le fait qu'un tel plan creuse les déficits et la dette publique (ce qui faisait de lui une continuation de la politique en vogue avant le 3 août 2005) et il est souvent nécessaire de mettre en œuvre par la suite des politiques de rigueur qui ramènent le déficit à des niveaux raisonnables, et/ou permettent de diminuer l'inflation. Ainsi, on n'a pris le risque de commencer tout de suite par le risque inhérent au second ter-

me de cette équation.

Longtemps mise à l'écart et critiquée, la relance économique a pourtant été utilisée par de nombreux pays afin de contrer les effets de la crise économique de 2008. Les champions en la matière ont été les Américains qui, pour sauver leurs banques, n'ont pas hésité à dépenser des milliards de dollars.

Les partisans des politiques de relance s'appuient sur le concept de multiplicateur keynésien de court terme : Si la demande globale augmente dans une économie, les entreprises devront augmenter leur production pour faire face à ce surplus de demande. Cette augmentation de production donne lieu à une demande de travail de la part des entreprises, donc à des embauches. Ces nouvelles embauches créent à nouveau de la demande, enclenchant ainsi un cercle vertueux. L'augmentation de l'activité fournie augmente également des recettes fiscales, permettant de compenser partiellement la hausse des dépenses de l'État (pour une politique budgétaire), et la demande de monnaie. Un concept économique bien huilé qui, à première vue, n'a pas plu à l'équipe économique du président Mohamed Ould Abdel Aziz qui voulait faire de son quinquennat une " révolution " en termes de bonne gouvernance.

Le pouvoir a peut-être raison de penser que la crise économique actuelle est provoquée par des erreurs de politique de développement, accumulées sur plus de vingt ans, et par une mauvaise gestion de la masse monétaire générée par l'aide publique au développement (APD), les privatisations et le flux d'IDE (Investissements directs étrangers). Car une crise n'est que la manifestation de l'éclatement d'une bulle économique (de mal investissement ou surinvestissement). Du fait du comportement du pouvoir de Taya, la politique de relance inaugurée au milieu des années 80, s'est montrée inefficace. Elle n'a nullement contribué à l'augmentation de l'imposition, a peu favorisé l'augmentation de l'épargne des ménages et donc une baisse de leur consommation. Ces politiques avaient surtout des avantages électoralistes quand on sait que, malgré ce que l'on dit aujourd'hui, Maaouiya passe pour celui qui a mis en place le tissu économique moderne de la Mauritanie.

En effet, de telles mesures seraient négatives à long terme mais perçues positivement par les électeurs qui voient leur revenu disponible augmenter à court terme.

Politique de rigueur

Voulant éviter de telles erreurs, le nouveau pouvoir a choisi la démarche inverse en privilégiant une politique de rigueur, même si le contexte pour son application paraît peu propice. Une politique de rigueur est une politique écono-

mique consistant à donner la priorité à la croissance économique de long terme, en luttant contre l'inflation et contre l'accumulation insoutenable de déficits publics.

La mise en pratique d'une politique de rigueur passe par la politique budgétaire (réduction du déficit public et des dépenses, et hausse de la fiscalité). Lorsque la maîtrise ou la réduction de l'inflation est recherchée, la politique monétaire devient plus restrictive (augmentation des taux directeurs).

Situations

Selon les époques et les situations, on a aussi parlé de " politique de refroidissement ".

Dans ce cas, l'État utilise son pouvoir réglementaire pour augmenter les revenus d'un groupe ciblé de la population. Il s'agit en général des bas salaires, la loi psychologique fondamentale de Keynes assurant qu'une augmentation des revenus de ce groupe se traduira presque intégralement par une hausse équivalente de la demande (ce type de ménages ayant une propension à épargner plus faible que les autres groupes, et donc une propension à consommer plus forte).

En pratique, ces augmentations prennent souvent la forme d'augmentation de différents minima sociaux ou du salaire minimum. Est-ce dans ce cadre qu'il faut replacer les indemnités de transport et de logement que le gouvernement a décidées en lieu et place d'augmentations attendues des salaires ? Mais puisque toute augmentation, quelle qu'en soit la forme, engendre une hausse des prix, les effets peuvent alors être négatifs sur le train de vie des populations qui n'ont rien à voir avec la Fonction publique, même si l'on accepte que l'État pourrait avoir plus de ressources à réinvestir dans les infrastructures sociales (écoles, dispensaires, routes, barrages, etc.) profitant à tout le monde.

Les politiques de relance sont des politiques conjoncturelles, répondant à une faiblesse ponctuelle de la croissance en présence de capacités de production inutilisées. Elles sont impuissantes face à une faiblesse de la croissance liée à l'organisation même du système productif. Il faut également que le supplément de revenu se traduise dans une augmentation de la demande interne, ce qui suppose la croyance par les ménages que leurs impôts n'augmenteront pas pour faire face aux dépenses de l'État. Qui peut garantir aujourd'hui aux entreprises et aux ménages mauritaniens qu'à moyen terme, et en l'absence d'un circuit fluide de drainage de l'APD et des IDE, ils ne seront pas obligés de donner à l'État d'une main ce qu'ils reçoivent de l'autre ? Exactement quand le taux élevé de l'ITS absorbait les augmentations consenties du temps de Taya !